

LA NOUVELLE CRITIQUE 16

La Nouvelle Critique n° 16 (197) Nouvelle série — septembre 1968 — 6 francs

Art abstrait et

objectivité Jean Dewasne

Le prolétariat chinois et la révolution

culturelle Alain Roux

La sémiologie Julia Kristeva

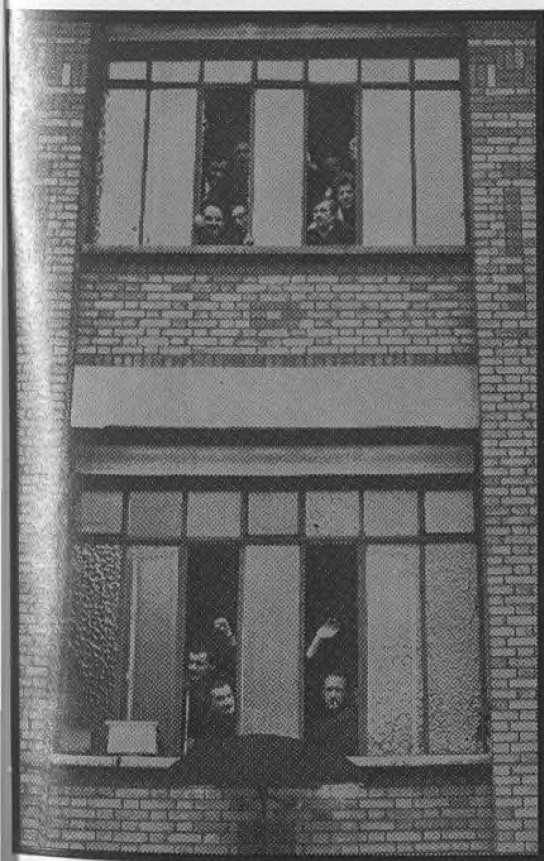
Mai-juin 68

**Deux mois de
lutttes de classes**

Michel Simon

Rouge ou noir

Pierre Juquin



LA NOUVELLE CRITIQUE :

Rédaction, Administration.

19, rue Saint-Georges, Paris-9^e - Tél. : TRU. 49-84.

C.C.P. Paris 6956-23.

Directeur : Francis Cohen.

Rédacteurs en chef :

Antoine Casanova, André Gisselbrecht.

Régie publicitaire Publidec, 15 Fg Montmartre, Paris 9^e.

Tél. : 770-55-37/38/39.

Tarif d'abonnement :

Abonnement, un an (10 numéros)	50 F
six mois (5 numéros)	27 F
Etudiants, Normaliens, un an (10 numéros)	40 F
six mois (5 numéros)	22 F
Etranger, un an (10 numéros)	60 F
Vente au numéro, l'exemplaire ordinaire	6 F

Changement d'adresse :

Spécifier l'ancienne adresse et celle où l'on désire recevoir dorénavant la revue. Accompagner d'un versement de 1,00 F (timbres ou majoration du virement).

Composé à S.G.P., 5, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris-9^e.

Imprimé à P.P.I., 26, rue Clavel, Paris-19^e.

Diffusé par les N.M.P.P.

Gérant responsable : André Vrolant.

*Le discours
d'Alexandre Dubcek
devant
le Comité central
du Parti communiste
tchécoslovaque
(1^{er} avril 1968)*

Chers camarades,

Le plenum de janvier du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque nous a chargés d'élaborer un programme d'action afin d'assurer les tâches découlant des conclusions de ce plenum.

La proposition devrait également créer les conditions pour la préparation d'un programme du Parti de longue durée. Nous vous soumettons aujourd'hui cette proposition ainsi que d'autres documents.

Permettez qu'à titre d'introduction je fournisse une brève explication de ces documents, que je développe leur signification et leur sens et qu'en quelques mots je rende compte comment le présidium du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque apprécie l'évolution tant de notre société que du Parti après le plenum de janvier.

Certes, compte tenu de l'aspect dynamique, de la largeur et de la profondeur du mouvement après le plenum de janvier, une telle évaluation ne peut être que provisoire. Membres du Comité

central et plenum, vous allez assurément compléter et approfondir cette analyse.

Un fait est cependant manifeste et indiscutable : le mouvement après le plenum de janvier est nettement socialiste et démocratique. Il est suscité par notre Parti communiste et il est également caractérisé par une activité inaccoutumée de nos citoyens.

Il est évident que, du point de vue de nos perspectives à long terme, l'époque que nous avons vécue depuis janvier revêt une importance énorme.

Elle ne constitue pas seulement un examen sérieux de valeurs, mais aussi une preuve convaincante que notre Parti est à même d'apporter un nouvel esprit dans l'évolution sociale. La situation mérite et, à n'en pas douter, exigera une analyse et des réflexions en profondeur. Aujourd'hui cependant, elle demande à l'avant-garde de la société socialiste un grand effort de concentration, l'esprit de sacrifice, la volonté, la persévérance, la patience et l'endurance.

Dans tout le Parti se déroule un processus riche en contradictions où se heurtent les nouvelles tâches et les nouvelles méthodes propres à accomplir notre mission et les anciennes tendances et habitudes. Cela est normal. Sans cela, nous ne pourrions nous engager sur de nouvelles voies.

D'une part, nous sommes témoins d'espoirs inhabituels de masses vraiment larges, d'une activité inhabituelle des organisations sociales et, avant tout, du Parti même, activités qui sont appréciées en dehors de nos frontières, mais qui ont également provoqué l'étonnement chez nous et qui ont considérablement augmenté l'attrait de notre pays et de notre politique. Nombreux, cependant, sont ceux qui, dans leur surprise, expriment la crainte que le Parti cède à des pressions, qu'il abandonne ses positions, que les événements le poussent et qu'il ne puisse faire front aux injustices, aux revendications nuisibles qui se produisent toujours dans un tel processus.

Nous devons chercher la réponse à toutes ces questions, examiner à fond leurs causes et les juger correctement. Le présidium du Comité central a examiné à plusieurs reprises la situation pendant la récente période, tout au moins dans son ensemble, et a publié son point de vue à ce sujet.

Nous devons cependant essayer de mieux comprendre l'évolution de ces derniers mois. Je pense que nous nous en approcherons mieux si nous saisissons la nature essentielle du litige qui s'amplifiait dans la société et dans le Parti pendant les récentes années.

La nature du litige était l'évaluation de la situation sociale et économique qui a résulté en Tchécoslovaquie de la défaite politique et économique de la bourgeoisie, et de l'édification des bases politiques et économiques du socialisme. La réalisation d'une nouvelle phase de la révolution socialiste dans une étape des relations non antagonistes conduisait simultanément à la nécessité de développer, former et perfectionner un système politique qui répondrait à cette nouvelle situation. Il s'agit là notamment d'approfondir le rôle du Parti et, en général, de le faire intervenir dans les tâches actuelles de l'évolution sociale. Il s'agit de faire valoir pleinement les principes fondamentaux de la théorie marxiste-léniniste, les principes de l'édification socialiste dans laquelle nous avons déjà obtenu d'importants résultats, et les principes du rôle dirigeant du Parti. Il y allait et il y va de la marche en avant, pour développer ces principes. Nous nous engageons vers une nouvelle étape de notre révolution socialiste prolétarienne, vers la formation d'une structure politique et, à l'encontre du retard pris jusqu'ici, vers la mise en vigueur de méthodes politiques de travail correspondant à des conditions nouvelles. Il s'agit d'élaborer consciemment un tel rôle du Parti et aussi de le lui faire jouer, dans une société qui réussira et a déjà réussi, en court laps de temps, à placer le Parti en tête de la société et son progrès comme force politique dirigeante dans cette société ; qui est parvenue également à renouveler la confiance de tous à son égard.

Nous avons eu raison d'accentuer le côté politique des problèmes actuels. Autrement, il nous serait difficile de progresser avec succès dans le respect de la ligne du XIII^e Congrès, car il s'agit pour nous, avant tout, de l'appliquer tout en continuant à la perfectionner. Ainsi le Parti, de façon de plus en plus marquante et convaincante, se met à la tête du mouvement en avant et n'est pas seulement un défenseur de l'état

acquis. Ceci, me semble-t-il, est une réponse suffisante à ceux qui expriment des craintes que le passage à de nouvelles méthodes n'affaiblisse la ligne du XIII^e Congrès. Il est également nécessaire de dire publiquement que le Comité central du Parti communiste tchécoslovaque et le Parti maintiennent et maintiendront la position visant à observer entièrement cette ligne du Parti. Ce sont précisément cette conviction et cette détermination qui ont exigé instamment d'approfondir la démocratie socialiste, d'expliquer les nouvelles conditions et tâches de notre société socialiste. En tenant compte justement de l'importance des conclusions du XIII^e Congrès et des notions découlant de leur examen, il faut même formuler des tâches qui déjà sont dépassées, approfondir ainsi la ligne de manière créatrice dans l'intervalle des congrès, préparer sa nouvelle formulation correspondant à une connaissance plus poussée et à de nouvelles conditions.

Il faut dire — et vous vous rappelez certainement très bien l'origine de ce qui s'est produit dans les trois derniers plenums — que la marche concrète, la véhémence et la complexité des événements de ces derniers trois mois n'ont pu être orientés dans un cadre prédéterminé par le Comité central du Parti communiste tchécoslovaque au plenum de janvier, ni même aux conférences de district. Vous en particulier, membres du Comité central, savez que lorsque nous nous séparâmes en janvier, la direction du Parti qui a ouvert la porte à ce processus et l'a dirigé n'avait pas et ne pouvait avoir un plan quelconque d'action sur la façon de développer ces événements.

Tout au contraire, la particularité de ce processus réside dans le fait que pour l'essentiel, notamment en ce qui concerne sa cadence, il fut déterminé par l'activité créatrice et en même temps spontanée de larges masses, communistes en tête. Ces masses se sont manifestées ainsi dans le sens des conclusions du plenum du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque et en harmonie avec elles, sans manipulations ou directives quelconques venues d'en haut. Cela confirme également le bien-fondé de la décision de janvier. Il était donc nécessaire et même souhaitable de mieux connaître l'opinion des larges masses du Parti et des couches les plus étendues de la population qui se sont manifestées de manière aussi caractéristique à des réunions annuelles et aux conférences des organisations de base, en particulier celles de district. Négliger les conférences de district signifierait intervenir dans l'ensemble du processus sans avoir sondé de plus près l'opinion des adhérents du Parti.

Nous sommes de plus en plus convaincus que le mouvement social ne peut pas être conduit simplement par décret, qu'on ne peut pas y apporter un esprit de l'extérieur, mais que cet esprit se trouve, dans nos conditions, en premier lieu dans la connaissance, les intérêts et le mouvement des masses. Le rôle du Parti est de découvrir cet esprit, le perfectionner, l'améliorer ; d'élever la pensée et les actions progressistes ; de s'opposer aux opinions erronées et de replacer la connaissance ainsi enrichie dans le circuit social pour lui en faire prendre conscience et l'amener à un degré social supérieur. Le Parti tout entier doit graduellement assumer ce rôle ambitieux.

Il ne s'agit donc de rien de plus et de rien de moins que de faire valoir complètement le point

de vue marxiste fondamental sur le rôle des masses, sur le rôle du Parti et de la politique qui ne peut remplir sa mission qu'en s'appuyant complètement sur les intérêts et les expériences des masses véritablement les plus larges et la notion scientifique de leur réalisation. Dans notre dernier mouvement politique, c'était également et cela reste la pratique qui contribue à perfectionner, à partir de la base, le programme d'un nouveau système politique. Ce mouvement s'est emparé des formes politiques et sociales existant jusqu'alors et là où elles se sont révélées capables d'absorber le nouveau contenu, il les a utilisées. Toutefois, lorsque les formes existantes n'en fournissaient pas les conditions préalables, ce mouvement démocratique des masses s'est mis à les briser.

Ne redoutons pas cette vague, mais tirons en les enseignements. Dans chaque question sociale de quelque importance, adoptons et appliquons le principe suivant lequel nous résoudrons les problèmes importants en temps opportun et avec les gens ; ce n'est qu'avec eux que nous approcherons la vérité et les conclusions véridiques, et lorsqu'il s'agira d'eux, nous pourrons accomplir, modifier et changer quelque chose. C'est précisément cette activité politique essentielle que le Parti peut mener avec efficacité alors seulement qu'il l'assumera — la créera et la réalisera — dans une unité totale avec les communistes des secteurs appropriés — production, culture, administration de l'Etat —, et si cette entreprise est plus difficile avec des communistes dans un secteur donné du travail et de la vie, cela n'en est pas moins la seule direction politique justifiée.

Une telle évolution est souhaitée par la majeure partie des communistes et des citoyens. En témoignent les résultats des sondages de l'opinion publique, les milliers de résolutions et de lettres, les délibérations de réunions annuelles et de conférences de district. Ce ne sont pas les chiffres qui sont essentiels, mais la tendance : la confiance dans le Parti augmente et, à l'intérieur du Parti, la confiance en soi.

L'activité est évidente dans tous les groupes sociaux, parmi les ouvriers, les intellectuels, les agriculteurs, bien qu'elle soit encore marquée par une certaine inégalité et une certaine spontanéité, parfois. Il appartient au Parti tout entier et à tous les communistes, de conférer un caractère réellement créateur à cette activité croissante qui se manifeste aussi dans la vie intérieure des grandes organisations sociales — dans les syndicats et parmi la jeunesse.

A partir des résultats économiques des deux premiers mois de cette année on peut conclure que la féconde période de discussions, polémiques, critiques et tendances n'a pas laissé de traces négatives dans le moral des travailleurs. Notre conviction, au contraire, s'affirme que le développement de la démocratie est la seule possibilité de renforcer une discipline vraiment consciente. Nous avons également confiance dans l'aptitude de nos travailleurs à comprendre que le sens de l'évolution récemment entreprise peut être efficacement corroboré par des actes, un travail fécond dans la production, aux champs ou à l'atelier aussi bien que dans la pensée scientifique ou dans les arts.

Nous pouvons donc affirmer nettement que les décisions et les conclusions du plenum de janvier se sont révélées très justes, mais aussi très nécessaires et actuelles, car la situation telle qu'elle était devenue, avec l'accumulation de nombreux

problèmes devenus urgents sans pourtant être résolus, menaçait d'aboutir à une crise politique aiguë. Cela est pleinement confirmé par la véhémence avec laquelle toute la société a réagi. Mais cela oblige en même temps le Parti tout entier aussi bien que nous-mêmes dans le Comité central, à consacrer nettement tous nos efforts en vue de réaliser la démocratie socialiste, d'effectuer les analyses de cette évolution positive déterminante et d'en poursuivre le développement. Nous ne devons pas ignorer, d'autre part, les positions extrémistes qui nuisent à ce mouvement et rester ainsi en tête de l'épanouissement de cette démocratie socialiste. Dans notre République, il faut qu'il soit clair à chacun et, à plus forte raison, à tout membre du Parti que nous ne tenons pas à une démocratie quelconque, mais à la démocratie socialiste. Qu'il ne peut s'agir d'affaiblir le rôle dirigeant du Parti, mais uniquement de son affirmation léniniste, effective, rationnelle en fonction des nouvelles conditions. Qu'il ne peut s'agir d'amoinrir l'influence et les tâches de l'Etat socialiste, mais de l'expression optimale du principe de démocratie et d'un centralisme nécessaire pour que l'élément démocratique du développement de notre société, propre à la nature même de l'Etat socialiste, trouve toujours une expression plus achevée.

Nous voyons la substance de la démocratie socialiste dans le fait qu'elle concerne directement toutes les couches sociales, que c'est une démocratie non seulement sous le rapport des institutions, mais qu'elle existe dans tous les autres domaines de la vie sociale de la population.

La liberté de parole est un préalable très important pour l'expression des opinions et des intérêts. Ceux-ci cependant vont nécessairement se heurter entre eux et avec la réalité de l'ensemble social. Assurer l'examen et les solutions, objectifs sur le plan des institutions est une autre nécessité que nous devons traiter à fond et régler. Mais tout ceci n'aurait pas de sens si on ne résolvait pas les problèmes proposés et reconnus, s'ils ne se réalisaient pas dans la pratique sociale en général et dans l'économie en particulier, si l'activité sociale ne débouchait pas sur l'activité économique. La richesse de la pensée doit se manifester dans l'accroissement de la richesse culturelle et économique. Ce sera toujours et encore le travail honnête, conscient et courageux qui nous fera avancer. On ne peut rien promettre d'autre.

Nous voyons dans la démocratie socialiste un système où l'homme qui travaille bénéficie de sa situation, est apprécié et assuré de son droit et de son avenir. Elle est fondée sur la participation humaine, la solidarité et la coopération. Nous entendons satisfaire au désir des hommes pour une société où l'homme ne sera pas un loup pour l'homme. Ce côté du socialisme fécond, humain, solidaire d'une société sans divergences antagonistes, nous voulons le perfectionner graduellement par la réflexion des hommes et à leur service. Nous voulons le réaliser dans la pratique, c'est là une tâche très généreuse au point de vue humain et les marxistes-révolutionnaires mènent ce combat depuis plus de cent ans. Nous poursuivons leur travail créateur et, de cette même manière créatrice, nous voulons renouer également avec tout ce qui fut progressiste et positif dans le passé de nos nations.

Si nous entendons donner vie à ce travail — et personne ne doit douter de cette volonté —, nous devons et devons toujours le diriger en vertu de la théorie vivante du marxisme-léninisme et défendre activement son idéologie contre les attaques de toute sorte. Nous combattons pour sa pu-

reté, pour sa mise en pratique dans l'acceptation complète du terme, et nous contribuerons ainsi le plus efficacement possible à l'acceptation et l'affirmation des idées socialistes dans le monde antagonique actuel, divisé en classes.

Le porteur fondamental des idées d'une nouvelle et pleine réalisation de la révolution socialiste est la classe ouvrière sur laquelle le progrès social s'appuyait et s'appuie toujours. Elle possède le plus grand intérêt social et politique au développement continu et multilatéral ultérieur de notre société, elle y est intimement liée car il peut lui apporter et ainsi à toute la société, une émancipation nouvelle. De son dépassement révolutionnaire dépend la cadence des changements de toute la société.

Comme dans l'évolution antérieure, aujourd'hui encore il est vrai que la classe ouvrière doit arriver à comprendre son rôle dans la société et cela toujours et encore, dans chaque situation nouvelle. En ce sens, le Parti doit apporter une aide amicale à la classe ouvrière pour la compréhension des nouvelles tâches dans une nouvelle étape de l'évolution. Dans cette activité, il ne faut pas perdre de vue que la classe ouvrière, comme toute la société, est différenciée par l'attitude de ses membres envers la progressivité politique de l'évolution sociale.

Considérant la théorie scientifique dont le Parti est armé, vu toute l'œuvre historique de notre Parti et compte tenu également de ce que le processus de renouveau et l'engagement dans une nouvelle étape dans notre patrie se produit à l'instigation de notre Parti, nous estimons que nous sommes en droit de déclarer : le Parti communiste de Tchécoslovaquie sera, et à plus forte raison est maintenant, la force progressiste organisée déterminante de notre société. La méthode principale de l'activité du Parti doit se définir dans une pratique politique où il recherchera continuellement et directement le contrôle de la population et utilisera au maximum les résultats de la science, de l'enseignement et l'inspiration des courants de l'art. Ce sera une source constante du développement progressiste du Parti et un moyen pour qu'il ne se fige pas.

Les tâches devant nous, le caractère socialiste, non antagonique de notre société et le désir de satisfaire au maximum les besoins multiples de la société, la préparation d'une révolution technico-scientifique, tout cela permet, mais exige également de raffermir et de développer son unité. C'est la première activité du Parti aujourd'hui et à l'avenir, d'autant plus que nous comprenons cette unité dialectiquement. Nous devons respecter la croissante différenciation et réaliser l'unité malgré la présence d'intérêts spécifiques. Nous devons alors surmonter aussi ce que le passé nous a laissé de moins bon parmi les différentes classes et groupes sociaux, parmi les peuples.

En passant au contenu de la nouvelle étape de la révolution socialiste, j'estime nécessaire de remercier tous ceux qui ont eu leur part dans sa préparation pendant des décennies de combat révolutionnaire pour la transformation de la société. Ce fut un travail gigantesque, dur, plein d'efforts, mené souvent dans l'incompréhension, et l'abnégation, le courage personnel, l'esprit de sacrifice. Face à cette période, du devenir, de la préparation et de la réalisation des idées socialistes dans notre pays, non seulement nous mais certainement l'histoire également jugera cette époque littéralement gor-

gée d'événements historiques, période d'une énorme activité des communistes-révolutionnaires.

Je remercie également tous ceux qui, pendant ces dernières vingt années, ont rempli honnêtement et courageusement leurs tâches. Ils forment la majorité écrasante de notre société et nous leur sommes liés avant tout dans nos efforts. Sans le travail honnête et attentif de millions d'hommes dans le passé, de même qu'à l'avenir, il n'est pas possible de satisfaire aux intentions actuelles du Parti ni de répondre aux désirs et aux buts de nos nations.

Dans l'intérêt de l'avenir, nous nous efforçons de nous débarrasser de ce qui est périmé ou s'est révélé incorrect. Le Comité central, dans son plenum de janvier en a donné l'impulsion par son autocritique et a accéléré ce processus. Il s'agit de continuer à développer et raffermir tout ce qui a été fait de positif. Il est vraiment injuste qu'un tel processus soit exploité par quelques-uns pour refuser et déprécier tout ce qui a été fait jusqu'ici. En dépit des erreurs et des anciens faits nous ne déclinons ni déprécions un travail honnête et courageux. Nous allons résoudre et redresser les torts et les erreurs du passé, mais cela ne signifie pas rabaisser et vitupérer le passé dans lequel se revoient et auquel se rattachent les permanents et les membres du Parti, les travailleurs de l'économie, les ouvriers, les agriculteurs, les citoyens de notre République. A eux et à leur travail nous sommes redevables de tout ce qui est positif dans notre passé.

Approfondir, rendre réel et consolider le processus du renouveau

Camarades, conjointement avec ces conclusions et prises de positions nettes, nous devons tout au moins tenter de considérer comment le Parti dans son ensemble a réalisé pendant ces trois derniers mois le côté pratique de la direction politique, comment nous nous sommes réus à comprendre la pensée et l'état d'esprit des travailleurs des différents groupes sociaux, comment nous les acceptons, les traitons et les réalisons dans notre politique, comment nous voyons les problèmes de cette période.

Une nouvelle situation, en effet, est née. Au lieu d'un intérêt en apparence non différencié et qui correspondait aux conceptions de quelques camarades dirigeants sur les conditions du pays, nous sommes en présence d'un nombre considérable d'intérêts et de positions diversifiés et contradictoires, représentant des aspirations partielles multiples à plus ou moins long terme de groupes sociaux les plus variés.

Je considère que précisément à ce stade, le Comité central du Parti communiste tchécoslovaque peut commencer à réaliser la mission même de parti dirigeant dans notre société. On pourra commencer par l'analyse des intérêts réels du peuple, par l'évaluation de leurs aspects communs et particuliers, leurs moments progressistes et conservateurs ; se rendre compte de ce qui, parmi ces intérêts réels, s'accorde avec les intérêts et les besoins de l'ensemble de la société ; déduire des conclusions pour la stratégie et la tactique dans l'attitude par rapport aux différents groupes sociaux. En assurant une évolution ordonnée de la société dans son ensemble, le Parti peut se mettre consciemment au service de réels besoins et intérêts

du peuple, rechercher sa confiance par ses réalisations.

Il va de soi que, pendant ce court laps de temps dont nous disposons, nous n'avons guère pu réaliser qu'un projet de programme. Il est donc compréhensible que les gens posent la question des garanties en vue de cette évolution qui ne doit pas s'arrêter. Bien que nous soyons toujours au début de notre processus de renouveau, plusieurs garanties pour son développement ultérieur ont déjà été créées jusqu'à présent au niveau des cadres et des institutions.

Quel est, en ce moment, et à notre avis le principal problème ? Je dirais que la principale tâche d'aujourd'hui est d'approfondir, rendre réel, consolider notre processus du renouveau. Les changements nécessaires de cadres et de personnes sont encore au centre de l'attention, mais déjà se dessine l'étape suivante, plus essentielle. Les buts fondamentaux ne peuvent être atteints uniquement par des changements de personnes. De même, on ne peut exiger un changement fondamental rapide en improvisant et à l'allure qui a caractérisé les récentes semaines, rythme que ni nous ni le public ne saurions soutenir durablement.

Une époque commence où il s'agira de créer un système de garanties et de stimulants d'un progrès organique, la mise au point d'un mécanisme qui permettra de réaliser des intentions justifiées non en catastrophe ou par mots d'ordre, mais rationnellement, tranquillement et démocratiquement. Notre plenum jouera certainement un grand rôle dans ce sens, surtout du fait qu'il dirigera la réalisation du programme d'action. Ici — dans la préparation du programme d'action — nous avons rempli les tâches du plenum de janvier dans un temps bref et mouvementé. Nous les avons considérées comme décisives à cette étape. Sans orientation pour la teneur du travail suivant auquel le programme d'action fournit les préalables, les délibérations dans le plenum du Comité central ne pourraient que compliquer et alourdir l'application des conclusions des trois derniers plenums. D'autant plus que le niveau des notions actuelles qui s'appuient sur les conférences de district, ouvre des perspectives pour que s'épanouisse l'esprit des conclusions des derniers plenums, et cela tout en s'écartant de quelques manifestations de démagogie, anarchie et autres extrémités qui nuisent au processus de démocratisation. Rien ni personne ne peut arrêter l'évolution créatrice de notre société socialiste. Elle peut cependant être ralentie et troublée par l'impatience, un subjectivisme à rebours et diverses autres manifestations extrémistes, étrangères à ce développement socialiste.

Pourtant notre travail politique ne sera facile ni demain, ni à l'avenir. La fermentation critique des derniers mois a apporté de nombreuses indications sur l'orientation du travail politique à venir. A côté de phénomènes incontestablement positifs se sont faits jour également, pendant ce processus démocratique, des faiblesses et insuffisances anciennes, en grand nombre, et aussi quelques-unes qui sont récentes. Cela se manifeste également en ce que le processus critique n'atteint pas en toutes choses l'ancien que nous devons dépasser, surtout parce qu'il n'atteint pas toujours la substance de notre vie sociale mais souvent sa surface seulement. La critique a certes touché et touche presque tous les domaines de notre vie sociale, mais elle s'arrête souvent aux

conséquences seules, sans en pénétrer les causes. Ainsi, par exemple, différentes erreurs et insuffisances sont seulement constatées et plus ou moins reliées à certaines personnes. Il va de soi que nous devons mettre l'accent sur le perfectionnement des méthodes. Nous manquons d'une vue historique et analytique approfondie sur l'origine de ces erreurs et de ces insuffisances. Je pense que, notamment en liaison avec la préparation du XIV^e Congrès et pour le déroulement positif futur de la démocratisation de notre vie sociale, il sera nécessaire de réaliser une analyse réellement complète de toute l'évolution économique et politique dans notre société socialiste à ce jour.

Cependant il ne s'agit pas seulement du passé. L'analyse doit porter surtout sur l'actualité. Tant aujourd'hui que demain et à l'avenir, l'évolution sera contradictoire, nous verrons la rencontre de l'ancien avec le nouveau. Il faut reconnaître les choses à temps et orienter la recherche en profondeur, en étendue. Une connaissance approfondie de cette sorte est nécessaire pour tous ceux qui interviennent dans les processus sociaux.

En approfondissant cette tâche de programmation dans le Parti, toute son activité et le travail politique en général, les responsabilités politiques doivent, à tous les niveaux et dans tous les secteurs, revenir à un travail d'organisation plus méthodique parmi les hommes, à un contact plus vivant avec eux, à la prise de connaissance immédiate de leurs véritables opinions. Cela concerne les cadres permanents, mais aussi chaque membre du Parti, car c'est le sens de son appartenance au Parti : connaître la politique, participer à sa création, mais aussi à sa réalisation, à son explication.

Cette activité s'est beaucoup affaiblie dans le Parti. Pour apprécier pleinement l'essor de la vie du Parti à l'heure actuelle, nous devons nous rendre compte que le retour à une telle compréhension du rôle de chaque membre sera complexe et difficile. Nous rejetons nettement les méthodes seigneuriales et administratives dans le travail du Parti qui stérilisaient l'activité de ses membres. Nous devons en même temps nous apercevoir que cela a laissé des traces profondes, des répercussions dans la pratique, les habitudes et, chez beaucoup aussi déterminé une attitude sceptique touchant le succès de la politique du Parti et la confiance dans ses directives. Cela concerne également les adhérents dans tous les secteurs de l'activité sociale. Partout sont nécessaires le contact et l'entente avec les hommes dont nous résolvons les intérêts et les problèmes sociaux et politiques. On ne peut manipuler les hommes et il n'est pas justifié de l'essayer sous une forme quelconque, ni administrativement, ni par des postulats théoriques, ni par des moyens d'action sur l'opinion publique. Il faut y remédier, car il ne suffit pas que les membres du Parti signalent des opinions erronées à ses organes, Comité central compris, il faut s'y opposer par des idées. Ils auront à défendre, à expliquer la politique du Parti et persuader les gens de l'accomplir.

Je considère que dans notre plenum, nous pouvons en toute confiance, mais aussi avec exigence en appeler à nos principaux dirigeants du Parti que nous devons soutenir entièrement, aux comités des organisations de base élus lors des réunions annuelles, aux comités du Parti des districts élus aux conférences. On ne peut sans

motif chercher la difficulté ou crier au scandale face au travail de milliers de gens qui, avec la conscience d'un dévouement complet au Parti, ont courageusement et surtout avec honneur assuré les tâches de notre édification socialiste. Aux principaux dirigeants du Parti, à la majorité écrasante des membres du Parti sur lesquels le Comité central s'appuie — et nous avons une foi profonde que cet appel sera entendu — nous demandons qu'ils développent le travail parmi les travailleurs des entreprises, des champs, des constructions et dans tous les lieux du travail avec le total esprit de sacrifice qui les a toujours distingués. Notre politique socialiste populaire doit se concentrer bien davantage dans ce sens au cours de la période à venir. En premier lieu, les intérêts et les doléances des gens doivent nous intéresser, et en premier lieu nous devons nous entendre journellement avec eux dans les situations bonnes ou mauvaises. Je pense que chaque communiste, tout homme aux opinions démocratiques comprend qu'il ne peut réaliser ses idéaux que dans l'unité avec nos travailleurs. Tout sectarisme est nuisible.

De ce point de vue le travail de nos comités de district est considérable. Après les conférences de district et avec le contenu actuel de notre politique, ils effectueront une part de travail décisif parmi les citoyens, particulièrement en constatant ce qui doit être fait dans l'économie, en dirigeant l'attention sur des points importants pendant la période d'activité pré-électorale, que les élections aient lieu en juin ou à l'automne. L'accomplissement de cette tâche importante resterait sans effet si quelque part on mettait en doute les conclusions des conférences de district ; si, par endroits, il est souhaitable de compléter quelques directions ou d'opérer des changements, une nouvelle conférence n'est pas nécessaire, notamment si les positions de quelques-uns sont en contradiction avec la majorité écrasante des membres du Parti. Conférer en permanence n'est pas la démocratie. Après la discussion et le débat doit intervenir une conclusion valable pour tous les membres et déterminant ensuite l'action. Les conférences étaient et restent les organes les plus élevés du Parti dans les districts à l'intérieur desquels ce sont les comités de district, élus par les conférences qui sont les plus importants. Le principe du centralisme démocratique, qui doit être entièrement maintenu dans la vie intérieure du Parti et, à défaut duquel le Parti cesserait d'être capable d'action, exige que la minorité se soumette aux conclusions, aux décisions de la majorité et qu'elle fasse valoir son opinion selon les normes en vigueur à l'intérieur du Parti.

Permettez une remarque. Des supputations se sont répandues, une sorte de doute sur la question de savoir s'il doit y avoir des milices populaires. Oui, naturellement. Les milices populaires sont intégrées solidement dans le système unitaire de défense de l'Etat, elles détiennent un rôle à cet égard et à coup sûr le rempliront en conséquence. Des doutes à leur sujet sont injustifiés. Je considère, camarades, qu'en réalisant les rapports démocratiques, il faut, en effet, tenir compte de leur étendue et de leur profondeur. Cela concerne surtout les questions de cadres et de personnes. Nous devons créer une atmosphère telle que l'on puisse s'adresser aux cadres permanents avec un esprit critique, que ce soit une nécessité naturelle et non une solution des cas extrêmes ou l'emploi de la force. Il faut cependant créer simultanément une situation où les personnes critiquées

puissent exposer leur point de vue et s'expliquer sur les reproches incorrects ou injustifiés. Dans ces questions, la psychose de foule ou voire sa provocation ne peut qu'entraîner des conséquences tragiques, ainsi que nous en fûmes les tristes témoins dans le passé. Les torts ne peuvent être effacés en causant de nouveaux torts. Dans la lutte du nouveau avec l'ancien il faut tout faire pour l'unification du Parti sur la base de la plate-forme politique et des tâches qui sont proposées par le Comité central du Parti communiste tchécoslovaque. Il faut que dans ce domaine de la politique se manifestent la différenciation et l'unification.

Nous ne voulons pas et nous ne pouvons pas procéder de façon que la réforme des insuffisances soit en contradiction avec les normes juridiques fondamentales du Parti, avec l'humanisme socialiste et les principes de l'éthique fondamentale qu'il faudrait alors redresser de nouveau. A cela nous engageons les communistes dans tous les secteurs et dans tous les secteurs du Parti. Nous connaissons bien notre population, et bien que certains puissent se laisser entraîner, ceux qui commettent des actes ne correspondant pas à l'éthique de notre travail du Parti ne trouveront jamais l'adhésion de la population.

Camarades, une autre question, un enseignement et une tâche que nous devons remplir — et il s'agira de cela également dans la période suivante pour que notre démocratie socialiste se développe toujours avec un contenu plus riche : dans sa quasi-totalité la critique était marquée d'étroitesse. Elle fut longtemps un monologue parce qu'elle ne trouvait pas d'opposants pour ainsi dire, et cela non seulement de la part de la tendance conservatrice, mais aussi de la part de la tendance progressiste. Cela se manifestait également dans le fait, encore qu'il résulte de causes objectives et subjectives — que dans les secteurs de la technique et de la direction économique les intellectuels se faisaient peu entendre. Il faut prendre plus en considération le fait qu'au cours de ce processus de démocratisation, les positions d'actualité prises par les ouvriers et les agriculteurs doivent se manifester plus intensivement dans la vie publique. Et cela, bien sûr, pour des raisons multiples. Le niveau des informations disponibles, la rapidité de leur transmission et leur importance, la possibilité immédiate d'accéder à une fonction publique et d'autres facteurs y ont joué leur rôle. Par conséquent, cet état de choses fut la cause des inquiétudes et des craintes d'une partie de camarades dans les usines ou dans l'agriculture se trouvant à l'écart sans pouvoir intervenir dans les affaires publiques. Il faut y songer et y porter remède à tous les degrés du travail du Parti, dans la vie économique, le mouvement syndical et celui de la jeunesse. Nos journalistes, les collaborateurs de la radio et de la télévision doivent être conscients de cette situation afin d'approfondir leur travail très utile et profitable et contribuer encore davantage à notre action d'unification par plus d'attention à la pensée et à l'opinion des ouvriers et des agriculteurs.

Les travailleurs de ce secteur et les communistes ont fourni une somme de travail importante pour faire prévaloir nos intentions à l'aide des moyens d'information de masse. Ils ont également fait valoir correctement les conclusions du plenum de janvier au point que nos citoyens n'avaient pas à s'informer de bouche à oreille ou au moyen des nouvelles de l'étranger. A cela contribuent

aussi les informations sur les débats du présidium du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque et de son secrétariat. Ils en sont récompensés par un intérêt énorme à leur travail. Cet intérêt engage considérablement et en même temps augmente considérablement leur responsabilité politique et envers l'Etat, parce que toute nouvelle ou relation erronée ou non objective provoque un écho dans les masses, exige une prise de position, une explication. Lorsque nous approfondissons et approfondirons la pratique de la démocratie avec une orientation nettement socialiste, alors la responsabilité de son fonctionnement et l'attention portée à ce que personne ne compromette cette œuvre, dépendent réellement de tous les composants, de tous les niveaux de la direction.

Il faut prendre conscience de cette vérité évidente qu'il n'est pas si difficile de proposer toujours plus de problèmes à résoudre, mais que leur solution et leur réalisation ont des limites objectives et que si nous ne succombons pas à un subjectivisme à rebours, cela exige une bonne volonté dans le choix des valeurs et des tâches. On peut bénéficier d'une popularité momentanée avec des revendications démagogiques, irrationnelles pour l'époque, provocatrices, avec une dose de démagogie en sus, mais sans leur réalisation on ne peut pas gagner la confiance et sans la confiance on ne peut pas se comprendre. Nous avons besoin de la confiance mutuelle afin de pouvoir juger en connaissance de cause et organiser l'hétérogénéité des intérêts.

Camarades, nous serions myopes si nous ne voyions pas le phénomène consécutif à l'évolution après janvier : la recrudescence de certaines menées non socialistes et même des appels coléreux à la revanche. Nous avons déjà attiré l'attention à ce sujet en publiant la prise de position du présidium du 21 février. A cet égard, nous précisons que le Parti ne se laissera pas surprendre, même par d'éventuelles tentatives de légaliser ces menées sous le prétexte de la démocratie ou de la réhabilitation, et qu'il rejettera toutes tentatives d'affaiblir et d'éparpiller les tendances socialistes progressistes de démocratisation. Je répète de nouveau que la démocratisation dont il s'agit chez nous est et, dans la période suivante, doit être d'un caractère expressément socialiste et qu'elle n'admettra aucune force parasitaire anti-socialiste. Il est alors déterminant que le caractère total du processus du renouveau dans notre société ne résulte nullement de quelques courants ou écarts extrêmes qui s'efforceraient de laisser la voie libre à de tels comportements. Nous devons cependant nous dresser contre eux partout où ils apparaissent, principalement sous un couvert idéologique, pour qu'ils ne nous retardent pas dans notre marche. Le facteur principal et décisif de notre évolution est le développement de la démocratie socialiste à laquelle les plenums d'octobre, décembre et janvier ont ouvert le chemin.

C'est là désormais le fondement de la politique que nous devons bâtir. Sur cette base, et ces trois derniers mois l'ont confirmé, la gigantesque énergie de notre Parti, et de nos nations s'est mise en mouvement. Sur cette base s'unifie l'effort des ouvriers, des agriculteurs et des intellectuels. Il faut donc toujours porter les regards en avant, pour créer du nouveau et que s'épanouisse tout ce qui est positif dans notre édification socialiste.

Obtenir une influence plus étroite du Parti dans la société

Camarades,

Permettez-moi de dire quelques mots sur notre travail de membres du Comité central et du présidium. Je pense que nous devons y réfléchir régulièrement, avec un esprit d'autocritique, et particulièrement dans cette période politique agitée, afin que conformément à nos propositions du plenum de janvier, nous perfectionnions notre travail également dans la pratique et approfondissions le travail de la direction du Parti, libérés des méthodes surannées, inexactes et qui n'ont pas fait leurs preuves.

Après le plenum du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque de janvier, il s'est créé dans le Parti une situation telle que la discussion sur les problèmes dont traitait le Comité central eut un retentissement relativement durable. Ainsi que tous vous le savez bien, c'était un débat extrêmement grave sur la situation de notre Parti dans la société. La complexité de la discussion, les divergences du processus d'unification ont fait ressortir, dans les conclusions du plenum du Comité central de janvier, une information imparfaite, par moments disparate — et cela même chez des membres du Comité central — et surtout peu analytique sur les causes qui ont motivé les décisions du plenum de janvier. Cela a contribué essentiellement à ce que de nombreuses organisations du Parti n'aient pas bien compris et apprécié la résolution et notamment la signification, le contenu du débat au plenum. La situation était différente là où par la relation orale et une bonne perception des conclusions et du contenu du débat au plenum on aida à sa pleine compréhension. Ainsi s'est créée une situation assez mal équilibrée qui effectivement rendait les choses difficiles aux cadres permanents du Parti. Nous acceptons cette réalité comme un fait découlant de l'état de notre Parti avant le plenum de janvier. On ne peut en tirer d'autre conclusion, sinon qu'à l'avenir nous devons veiller que, dans la présentation des questions fondamentales devant le Parti, les membres du Comité central devront faire preuve d'une homogénéité plus grande, et non d'une uniformité qui ne pourrait que nuire à la cause. Mais le Parti, s'il doit être le parti de l'action et de la pratique révolutionnaire, doit être régi par les principes du centralisme démocratique afin d'apparaître uni au maximum comme un bloc dans l'action.

Nous avons supposé que nous réussirions à nous présenter devant le Parti avec les propositions d'un programme d'action qui pourrait se traduire comme un facteur significatif, unificateur, un facteur de cohésion pour les problèmes fondamentaux du progrès et de l'évolution de notre société socialiste. Les événements prirent toutefois une allure plus rapide. A cela ont contribué l'information de plus en plus complète des dirigeants du Parti concernant la nature des conclusions des derniers plenums, et leur déroulement, le « cas Sejna », qui inquiétait le public et également d'autres circonstances.

Nous étions conscients de ce que les décisions du plenum de janvier allaient exercer une influence sur l'accroissement de l'activité politique des citoyens, créer un climat politique entièrement nouveau, accélérer la présentation de revendications souvent justifiées et qu'il faudrait résoudre graduellement et systématiquement, les revendications, sociales notamment, mais pas toutes à la fois. Le gouvernement devra rechercher

la façon de les résoudre, en fixer le mode et le motiver pour qu'une solution réelle intervienne. Pris par le temps, nous devons affronter d'autres nouveaux problèmes à la solution desquels le Comité central n'était pas suffisamment préparé. Il s'agit de quelques questions du travail de la Jeunesse tchécoslovaque, du rôle et de la position du Front National et des partis politiques, de l'activité des unions culturelles et artistiques et de beaucoup d'autres problèmes.

De nombreux problèmes et questions à résoudre se sont accumulés durant la période précédente. Le plenum de janvier les a mis à jour. Aujourd'hui, mieux encore qu'en janvier, on peut affirmer que le Comité central a pris la tâche en main, mais qu'il était grand temps.

Le présidium du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque se réunissait au début une fois par quinzaine. Nous partions de l'idée que, contrairement au passé, le Comité doit s'occuper non pas de détails, mais effectivement des problèmes politiques fondamentaux de la société. Mais ceux-ci sont nombreux. Il fallut donc dans la dernière période que nous nous réunissions bien plus souvent. A cet égard, toutefois, on ne peut rattraper ce qui a été négligé pendant la période consécutive au XIII^e Congrès. Pendant ce laps de temps d'un peu plus de deux mois, il était impensable, face à la quantité de problèmes soulevés par l'évolution des événements, de prendre position sans une analyse approfondie.

Il s'avéra juste que le présidium du Comité central prit position dans les nombreuses questions graves et de principe, par exemple dans l'intervention au Congrès des coopératives agricoles, au plenum du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, à la conférence d'entreprise de Kladno où l'on traitait notamment de la position actuelle et des tâches de la classe ouvrière, et à la conférence de district de Brno.

Cependant, nous devons aussi réfléchir comment obtenir que les prises de position que nous publions après les sessions du présidium du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque reflètent plus profondément la situation, montrent au Parti tout entier plus que les causes de phénomènes donnés, qu'elles incitent davantage à l'activité et de cette façon stimulent encore plus l'action accrue des communistes, leur goût et leur volonté de résoudre des problèmes sociaux sérieux.

En ce sens, nous devons nous appuyer effectivement sur le travail de l'appareil du Parti et en même temps l'orienter, car nous ne pouvons nous en passer. L'appareil lui-même, ses collaborateurs, mais particulièrement les dirigeants doivent aider plus efficacement à un travail meilleur, réellement analytique, des organes du Parti. Dans cet esprit, nous devons mieux orienter, perfectionner et rendre plus efficace le travail de l'appareil. Il doit tenir la place qui lui revient — rien de plus, rien de moins. On ne peut ignorer sa place importante dans le système de notre travail du Parti. Il est donc inadmissible de nier en bloc le travail de l'appareil du Parti, formé en majeure partie de communistes courageux et valeureux qui désirent servir le Parti et notre peuple avec dévouement.

Au cours des premières conférences des propositions pour la convocation du plenum du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque ont

été présentées. Le présidium du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque s'en tenait à la procédure fixée pour la préparation du premier plenum après janvier. D'autant plus qu'en ce court laps de temps, il était matériellement impossible d'élaborer la procédure ultérieure du travail du Comité central conformément aux bases du programme d'action. Le présidium considérait comme déterminant pour la marche ultérieure du travail, de se concentrer sur l'aspect du contenu du travail du Parti pour la période suivante et de n'effectuer que sur cette base les changements de cadres et non le contraire. Le plenum du Comité central ne pourrait pas avancer sans connaître les suites des réactions au plenum de janvier et l'intensité de l'activité du Parti qui s'est manifestée aux conférences de district. Les conférences de district du Parti témoignaient de la maturité du Parti et de l'aptitude des communistes à apprécier sainement la situation.

Et quand bien même nous ne voulons ni ne devons donner dans le travers d'orienter à toute force les différents processus, nous pouvons fournir des réponses positives seulement dans l'esprit du programme d'action en préparation. J'ai en mémoire, par exemple les problèmes de l'organisation de la jeunesse. L'organisation de la jeunesse devrait, dans une phase ultérieure, respecter la diversité des intérêts de la jeunesse, tout en gardant la cohésion de l'Union tchécoslovaque de la Jeunesse dans ce qui lie tous les éléments de la jeunesse, afin que la force et l'influence de la jeunesse ne s'éparpillent pas. Je crois que la jeunesse non seulement exprimera ses revendications, mais également ce qu'elle veut faire. Sur la base de ces intérêts apparaîtra ce qui lui est commun et ce qui l'unifie. Je pense que l'unité d'une organisation par divisions de la jeunesse devrait être aussi évidente que celle d'autres importantes organisations sociales. Nous ne devons alors pas ignorer le fait que la lutte pour l'unité de l'organisation de la jeunesse a été menée pendant des décennies pour que la jeunesse dans son ensemble puisse faire valoir son influence politique plus efficacement. C'est aussi pour cette raison que le mouvement des jeunes ne devrait pas abandonner son unité.

Les quelques problèmes que je viens d'aborder répondent à la nécessité d'obtenir une influence plus étroite du Parti dans la société. Je voudrais également affirmer qu'en aucun cas nous ne pouvons et ne voulons revenir à une sorte de relation seigneuriale avec la société et les différents groupes sociaux. Nous devrions le prouver également en soumettant les décisions et conclusions du Comité central, durant la période passée, à une analyse vraiment profonde et autant que possible objective. Nous devrions annuler et pratiquement dépasser ce qui se révéla comme erroné. A ce propos, je désire informer le Comité central que nous avons estimé nécessaire de mettre au programme de la présente session l'appréciation politique des prises de position du IV^e Congrès de l'Union des écrivains tchécoslovaques qui s'est tenu en septembre de l'année dernière. En raison du manque de temps et par suite d'une analyse insuffisante de divers aspects des idées de ce congrès, nous avons considéré qu'il convenait de se concentrer d'abord sur la solution des questions politiques fondamentales de cette époque et de passer ensuite, sans hâte, à d'autres questions.

Dans l'intérêt de la normalisation des relations entre le Comité central du Parti et l'organisation

des écrivains, nous considérons néanmoins comme indispensable d'annuler immédiatement la validité des conclusions du Comité central intervenues autoritairement et administrativement dans un conflit d'idées qu'il eût fallu résoudre par des moyens idéologiques. Nous recommandons donc d'annuler la décision du Comité central de septembre 1967 sur le transfert de *Literarni noviny* (*Nouvelles littéraires*) au secteur du ministère de la Culture et des Informations, et d'accepter la proposition de la commission de contrôle et de révision du Parti communiste tchécoslovaque d'annuler la résolution excluant du Parti les camarades Klima, Liehm et Vaculik, punissant le camarade Kohout d'une réprimande avec mise en garde et engageant une action disciplinaire contre le camarade Milan Kundera.

Se concentrer à l'élaboration de la ligne générale pour le prochain congrès du Parti

Chers camarades,

Permettez-moi de passer maintenant à un bref commentaire des documents qui vous sont soumis. Nous y mettons l'accent sur le côté politique du travail, tout d'abord sur l'approfondissement du contenu et des méthodes de travail du Parti.

Dès aujourd'hui et conscients du but, nous devons élaborer les préalables pour l'échelonnement dans le temps de l'action dans le travail futur. Cela signifie, à l'aide d'analyses scientifiquement étayées, traiter les questions clés de la nouvelle politique en devenir, qui continuera à prendre forme avec l'avancement des préparatifs pour le XIV^e Congrès, et réunir les conditions préalables en vue de l'établissement d'un programme à terme. En ce sens, nous devons ranimer et coordonner le travail dans tous les domaines de la recherche scientifique, ne pas céder à la précipitation, refuser le manque de sérieux des mots d'ordre à bon marché et des promesses. Pourtant, d'un autre côté, nous ne devons pas redouter de nous fixer les buts même les plus hardis dont on peut scientifiquement prévoir le caractère réel.

Avec la nouvelle conception des relations du Parti avec les institutions et organisations, étatiques ou non, il faut insister sur l'importance du choix et de l'orientation des communistes qui militent dans ces organisations et particulièrement sur l'importance des groupements du Parti qui les rassemblent. Les communistes, dans les organisations de masse, doivent être capables de concevoir une ligne politique juste et de créer les conditions pour sa réalisation en acquérant la confiance et le soutien des non-communistes, par l'expression correcte de leurs intérêts. L'importance croissante de la mission des communistes devrait — et ce sera de plus en plus évident — se manifester également par le fait que de nouveaux membres viendront en majorité des rangs de ceux qui ont le mieux fait leurs preuves et sont devenus des hommes publics reconnus.

Il faudra édifier sur des bases entièrement neuves des règles objectives d'organisation du Parti, fondées sur un ensemble de relations démocratiques entre tous les éléments de la structure du Parti. L'idée principale de ce système consistera en une lutte persévérante contre des tendances sectaires et antidémocratiques, une confrontation vivante et permanente des mesures pratiques avec le programme d'action du Parti et avec le processus démocratique de la formation de la politique, la

protection des droits et des intérêts des communistes.

Il faudra désormais concentrer les meilleures forces du Parti à l'action pratique, en même temps qu'à l'élaboration, pour le prochain congrès du Parti, d'une ligne générale qui correspondrait déjà pleinement à la nouvelle étape de l'évolution de notre société. Considérant la situation et les revendications de nombreuses conférences de district, nous estimons qu'il est nécessaire non pas de se prononcer sur la convocation du XIV^e Congrès, mais d'analyser les possibilités d'accélérer et d'intensifier sa préparation et d'entamer en même temps les travaux pour un programme de longue durée du Parti communiste tchécoslovaque.

Les raisons qui poussent à accélérer les préparations du congrès seront assurément compréhensibles à nos camarades. Si, en effet, nous entendons nous mettre à la tête des modifications actuelles et surtout futures, nous ne pouvons le faire par la seule propagande et par des seuls changements de cadres. Nous ne pouvons diriger et gagner en influence que par une politique avant tout réaliste et claire. Le programme d'action constitue une plate-forme pour le proche avenir. N'oublions pas cependant que l'évolution est très dynamique. Ce qui est bon aujourd'hui, ne suffira plus demain. Nos nations espèrent à bon droit qu'au futur congrès du Parti, nous serons à même de présenter une prise de position claire et achevée concernant le programme. En dehors des problèmes de l'augmentation du niveau de la vie, cela signifie : tendances fondamentales du V^e Plan de cinq ans, prévision pour un développement économique de longue durée, etc. Sans cela les débats du congrès n'apporteront rien et conduiront seulement à un gaspillage de l'initiative et de l'activité à laquelle nous avons convié le Parti et les masses.

Le congrès du Parti suppose la mise au point du programme d'action, son développement dans la ligne du XIV^e Congrès, mais en accord avec le programme économique. Autrement, les travailleurs ne nous comprendront pas. Le congrès renouera certainement avec tout ce qui, dans notre politique antérieure et dans l'histoire du Parti, était vivant et véritablement progressiste, ce qui a subsisté dans l'examen historique des valeurs. Et cette ligne en même temps se séparera nettement de tout ce qui était faux et non réaliste. Dans le processus d'élaboration du programme d'action et la préparation du futur congrès, donc en se fondant sur l'activité et les résultats obtenus, dans le travail quotidien — l'ensemble du Parti pourra en connaissance de cause décider à qui il confiera, lors de ce congrès, le mandat de membre du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque.

Pour la pleine réussite de ce que vers quoi nous tendrons nos énergies nous devons, déjà dans ce plenum, créer les conditions fondamentales dans les organes du Comité central et dans l'appareil central du Parti. La première tâche est de réorganiser le présidium et le secrétariat du Comité central. Nous devons d'abord renouer logiquement avec les décisions des plenums antérieurs. Le nouveau présidium et le nouveau secrétariat doivent ensuite préparer des propositions pour l'aménagement concret de la structure de l'appareil central. Les résultats des délibérations — bien qu'on ne puisse pas considérer celles-ci comme achevées — vous ont été soumis. Nous vous les proposons pour les étudier et les aménager, comme documents de travail que la présidence du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque n'a pas encore approuvés. Nous prendrons

une décision après leur mise au point et le déroulement de ces débats à la présidence du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, probablement à la prochaine session de notre plenum.

Les organes de l'Etat mis sous le contrôle démocratique des citoyens

La rationalisation générale de l'organisation de l'Etat, dans l'esprit des débats et des conclusions du plenum de janvier, fait partie de la ligne de consolidation de notre système socialiste. Nous avons fait un premier pas par l'élection du nouveau président. Nous sommes certains que l'élection du camarade Ludvik Svoboda contribuera à l'unification des forces progressistes, à la consolidation des rapports politiques dans l'Etat et favorisera tout notre effort.

Une tâche très importante consiste à améliorer l'activité du gouvernement. Dès le début, le gouvernement doit travailler au niveau correspondant à sa mission constitutionnelle et aux exigences de la nouvelle étape. Il ne doit pas être seulement un collège de ministres spécialisés, mais un organe collectif qui gouverne réellement la République et satisfasse les besoins de la société, exprimés par la politique du Parti communiste et le Front National. Dans son activité, il doit pleinement respecter la volonté de l'organe suprême de la puissance de l'Etat, l'Assemblée nationale, collaborer activement avec elle, lui rendre méthodiquement compte de son activité. Il doit se débarrasser peu à peu de la tendance à régenter de façon excessive et dans le détail l'économie et la culture, et être avant tout l'organe dirigeant au stade de la conception et la prévision, ainsi que l'administration effective de l'Etat, de façon ferme et minutieuse afin que dans notre pays règnent l'ordre désiré et la discipline démocratique.

Il conviendra que, lors de la constitution du nouveau gouvernement, on prévoit les modifications les plus nécessaires dans la structure des ministères qui sont proposées par la présidence du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, ainsi que par le gouvernement. Le nouveau gouvernement devrait, dans un délai déterminé, proposer d'autres changements de structure nécessaires et prendre des mesures de principe pour améliorer son activité.

Mais nous devons surtout partir de la nécessité de modifier essentiellement la composition du gouvernement, pour l'adapter aux nouvelles conditions de son travail et de sa mission. La population s'attend à ce que participent au nouveau gouvernement des hommes qui donneront la garantie de bien gérer le secteur qui leur sera confié. Ici, nous devons respecter et appliquer le principe démocratique suivant lequel des changements fondamentaux et un tournant politique supposent le changement des représentants politiques qui seront chargés de la réalisation.

Une des premières tâches de notre Comité central et du gouvernement, ainsi que de l'Assemblée nationale, sera d'améliorer le fonctionnement de la Sûreté et de l'Armée.

Bien des critiques ont été formulées pendant la récente période à l'adresse du ministère de l'Intérieur et des organes de la Sûreté. Le public

s'inquiétait d'une série de faits qui ont été révélés en corrélation avec l'activité de certains éléments de la Sûreté dans les années cinquante, et quelques événements de la période récente. Les mesures, y compris celles concernant les cadres, qui sont prises actuellement, renforceront les éléments sains au ministère de l'Intérieur. Les conférences du Parti et les dirigeants du service confirment que les forces saines dominent largement à la Sûreté. Ces forces sont la garantie que renaitra la confiance de la population envers la Sûreté.

Vous conviendrez certainement de la nécessité sociale des organes de la Sûreté. Prague a été récemment bouleversée par la nouvelle qu'un nouveau jeune membre de la Sûreté a payé de sa vie une lutte contre un criminel. Nous devons témoigner une pleine, fervente compréhension à la Sûreté pour son travail difficile et responsable et nous devons aider les camarades qui exercent ce travail.

Le Parti considère comme une importante tâche politique de garantir une existence paisible aux nations de notre patrie. La défense de la République est l'affaire de tout le peuple, de tous les organes et organisations du Parti, de l'Etat, de la société et de l'économie. Les résolutions et les lettres qui parviennent au Comité central confirment que les communistes dans l'armée, de même que les autres soldats, soutiennent entièrement et clairement les conclusions des plenums d'octobre, de décembre et de janvier du Comité central. Ils soutiennent les courants progressistes dans le Parti et dans toute la société, notamment le processus de la démocratisation et le redressement des erreurs dans les méthodes et le fonctionnement des organes du Parti et de l'Etat. Les communistes dans l'armée, à la Sûreté et dans les unités des milices populaires ont toute notre confiance et recevront de la part du Comité central un plein soutien dans l'exercice de leurs fonctions et de leur travail, hautement responsables.

Les communistes dans l'armée prennent conscience du fait que le processus du renouveau de notre société et du Parti concerne également l'armée dans une très grande mesure. En cela précisément et dans les changements nécessaires de l'encadrement ainsi que du commandement de l'armée, nous voyons la garantie que ne subsistera pas l'ombre d'un doute quant au dévouement complet de l'armée au peuple et à l'évolution progressiste de notre société.

Nous devons continuer à édifier et à perfectionner notre armée selon les principes socialistes, en appliquant fermement les règles du centralisme et de l'autorité indivisible de commandement, comme une digue défensive contre l'ennemi extérieur, les agresseurs impérialistes, l'édifier enfin comme un élément solide de l'alliance des armées du traité de Varsovie.

L'aménagement ultérieur et le fonctionnement des forces armées tchécoslovaques, de l'Armée et de la Sûreté, doivent se dérouler sous le contrôle démocratique des organes correspondants de l'Etat. Il conviendra de prendre en ce sens des garanties appropriées. En même temps, les questions de l'Armée et de la Sûreté doivent devenir, dans une mesure bien plus large, l'objet de l'intérêt et du contrôle démocratique de la population tout entière.

En ce qui concerne l'Assemblée nationale, nous devons pleinement appliquer les droits constitutionnels de cette institution suprême de l'Etat, et cela déjà dans sa composition actuelle et aux conditions données par la Constitution en vigueur

et par les autres lois, avec d'éventuelles modifications partielles nécessaires. Il faut recommander quelques indispensables changements de responsabilités dans la présidence de l'Assemblée nationale. Et finalement il faudra élaborer de nouveaux principes pour le comportement des communistes à l'Assemblée nationale. A cet égard, la constitution rapide d'un comité de l'Assemblée nationale pour la Défense et la Sécurité est une exigence urgente.

Les communistes à l'Assemblée nationale devraient prendre l'initiative pour que débutent sans retard des travaux d'études afin de préparer une nouvelle Constitution qui exprimera précisément les transformations survenues dans notre République et deviendra une base juridique ferme pour l'aménagement démocratique de notre vie, comme principe durable de la société socialiste moderne en voie d'épanouissement. Les principes du projet de Constitution devraient devenir l'objet d'une large discussion démocratique du public et des spécialistes.

Des changements substantiels doivent être réalisés dans le système juridique de l'Etat tout entier, ainsi que pour assurer le principe de l'égalité de droits des Tchèques et des Slovaques. Les expériences du développement actuel, notamment depuis la Constitution de 1960, prouvent éloquemment que de multiples déformations ont également affecté ce domaine de la légalité, suprêmement important pour l'unité des nations, et que les droits élémentaires de la Slovaquie, des organes nationaux slovaques avaient été presque annulés. L'aménagement actuel des organes nationaux slovaques est l'objet d'une critique justifiée, il nous appartient de développer les relations des nations tchèque et slovaque sur des bases saines, au bénéfice de l'affermissement de la communauté de l'Etat tchécoslovaque.

Il est donc nécessaire de préparer sous peu une nouvelle loi constitutionnelle, avant même les élections à l'Assemblée nationale et au Conseil national slovaque. Cette réforme constitutionnelle qui devrait renouer avec des conceptions et propositions concrètes ayant pris naissance pendant la résistance antifasciste et dans les débuts de la révolution nationale et démocratique, changera fondamentalement la position et la compétence des organes nationaux slovaques. Cet ajustement devrait partir des désirs et des besoins de nos nationalités, assurer pleinement leur évolution nationale et contribuer ainsi à l'affermissement de la communauté de l'Etat tchécoslovaque.

Cette large évolution devrait tendre toujours davantage à l'approfondissement de l'égalité de nos nations sœurs. A cet égard, et dans le respect de la volonté et de la connaissance mutuelle des deux nations, il est nécessaire d'analyser l'évolution actuelle des droits nationaux et son orientation. Sur la base de cette analyse et en traitant les relations politiques, culturelles et surtout économiques, il faudra élaborer un système fédératif de notre Etat, les questions des nationalités au point de vue juridique. Le « programme d'action » proposé inaugure cette tâche. Il sera néanmoins nécessaire de continuer à l'élaborer très soigneusement.

On devrait déclarer clairement dans la loi constitutionnelle que le Conseil national slovaque doit se constituer en organe législatif et que le partage de la compétence législative entre l'Assemblée nationale et le Conseil national slovaque doit répondre aux principes du programme de gouvernement de Kosice. Les pouvoirs législatif et exécutif, aujourd'hui réunis dans le Conseil national slovaque et sa présidence, doivent être séparés.

Par la portée de ces changements seront également modifiées la situation et la structure des commissariats et des autres organes exécutifs du Conseil national slovaque. Il doit aussi être stipulé expressément dans la loi constitutionnelle que, dans les questions des droits nationaux, concernant les relations entre Tchèques et Slovaques, la représentation de la nation slovaque ne peut pas être mise en minorité.

Quant aux conseils nationaux, nous recommandons qu'en accord avec de nombreuses propositions du public et de spécialistes, les élections à ces corps représentatifs soient ajournées. La présidence du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque ainsi que celle de l'Assemblée nationale ont adopté à ce sujet des conclusions dont le camarade Šadovsky rendra compte. Le plenum du Comité central doit se prononcer sur la date des élections dès la présente session.

Les comités nationaux actuels et nouveaux devraient, à notre avis, porter rapidement une attention particulière à la satisfaction des besoins quotidiens de la population.

Dans la dernière période, nous avons pratiquement pris la voie pour résoudre une série de questions de la démocratie socialiste. La liberté d'expression et de critique, la liberté de la presse — ce ne sont plus aujourd'hui des exigences, mais la réalité des derniers mois. Nous résolvons définitivement tous les problèmes de réhabilitation des gens injustement poursuivis — communistes ou non. Un sang nouveau est insufflé dans nos organisations sociales, notamment dans les syndicats. L'Assemblée nationale et le Conseil national slovaque commencent à comprendre de nouvelle façon leur rôle. Les changements de personnes dans quelques importantes fonctions de l'Etat, du Parti ou des organismes sociaux constituent également une réalité des dernières semaines.

Mais tout cela ne sont que les premiers pas. De quoi s'agira-t-il désormais ? D'abord que nous donnions une expression juridique à tous les traits positifs du processus de renouveau en cours, que nous acceptions les lois garantissant que la liberté d'expression et de critique, la liberté de la presse, la liberté de réunion seront, en liaison avec le socialisme et l'intangibilité de nos droits d'Etat et des conquêtes socialistes, protégées durablement par la loi, partie fondamentale de notre système politique, par les règles fondamentales de notre vie publique.

Aucune démocratie — et par conséquent, notre démocratie socialiste non plus — ne peut longtemps vivre par la seule manifestation libre de diverses opinions ou par la possibilité de critiquer. Ceci en soi est le principal lorsqu'une critique libre et saine enlève les anciens obstacles du chemin du progrès social. Mais pour que nous puissions vivre et gouverner démocratiquement dans notre société, même quand des obstacles semblables seront tombés définitivement et partout, nous devons posséder un système d'institutions, organes et organisations étudié et fonctionnant bien où on exécutera alors un travail neuf et effectif, une politique nouvelle, ces organes restant toujours sous le contrôle démocratique des citoyens. Voici pourquoi nous sommes en présence d'une exigence très urgente en vue de consolider les rapports politiques, de développer tout le système actuel de la gestion politique dans notre société, de façon à unir plus pleinement le socialisme et la démocratie ; un système capable de résoudre rationnellement à l'aide de gens qualifiés les besoins

de la vie sociale ; un système où seront résolus les rapports entre la responsabilité et le contrôle, où il sera clairement stipulé qui répond de quoi et à qui, où seront exactement délimitées l'autorité indépendante et la responsabilité indépendante de chacun dans sa tâche.

Cela demandera un travail méthodique des organes du gouvernement et des corps élus de l'Etat, des organisations sociales et du Parti dans les mois à venir.

Nous résoudrons toutes ces questions dans le climat d'une démocratie véritablement socialiste, et pas autrement. Cela suppose l'établissement de conditions — qui seront désormais durables — où nous, communistes, devrions faire valoir nos opinions et prises de position dans la discussion avec tous les autres, les défendre publiquement à l'aide d'arguments. Les communistes seront en tête de l'évolution et occuperont une situation dirigeante dans la mesure où ils l'acquerront et la maintiendront par le moyen des idées et de la politique dans des circonstances démocratiques. L'autorité n'est conférée une fois pour toutes ni à un individu, ni à une organisation de parti, ni au Parti. Elle doit être constamment renouvelée selon les résultats du travail. Le Parti et ses membres doivent rester en tête de l'évolution progressiste, conduire et entraîner les masses de travailleurs dans le tourbillon des tâches.

Le rapport des communistes avec ceux qui sont en dehors du Parti, le rapport du Parti avec le reste de la société devient ainsi la question clé d'aujourd'hui. On en discute de manière tout à fait normale dans le Parti et en dehors de lui. Nous devons ici partir de la réalité du devenir actuel. Le processus de renouveau a mis en mouvement tout un mécanisme de la vie sociale. Le sens et le but du processus de démocratisation sont clairs : produire un type de démocratie socialiste plus parfaite et correspondant mieux aux conditions tchécoslovaques. Dans l'intérêt du Parti et au bénéfice de toute la société, il est nécessaire que ce processus se déroule dans un calme relatif, sans écarts importants car un autre bouleversement pourrait mettre en cause gravement les buts que nous nous proposons, pourrait anéantir l'occasion historique qui s'ouvre aujourd'hui pour notre évolution socialiste.

L'évolution actuelle, qui repose sur une base socialiste doit permettre un libre essor véritablement démocratique des intérêts de toutes les organisations de notre société, doit garantir la permanence de toutes nos alliances internationales. Ces exigences vitales ne peuvent être remplies par nous, sans que joue le rôle dirigeant, le Parti communiste. Il n'existe pas dans notre société une autre force organisée qui pourrait garantir la forme socialiste du processus social contemporain et son développement démocratique souple.

En examinant les rapports du Parti avec les institutions de l'Etat et de la société, nous partons de cette position réaliste. La précédente situation dans ce domaine, particulièrement en ce qui concerne le Front national, n'était pas entièrement satisfaisante. Elle portait préjudice aussi bien à l'autorité et à l'activité de ces organisations qu'à celle du Parti. Nous saluons et apprécions le fait que les organismes sociaux commencent à se manifester comme des composants indépen-

dants, autonomes du système politique. Nous désirons saluer en particulier, et devons développer, le processus de renouveau dans les syndicats parce qu'il renforce leur poids politique dans le Front national.

A l'élaboration de la politique de l'Etat prennent part le Front national, les partis politiques qui le composent, ainsi que les organismes sociaux. Les partis politiques du Front national sont associés, leur action politique résulte du programme politique commun du Front national, découle entièrement du caractère socialiste des relations sociales dans notre République. Le Parti communiste tchécoslovaque considère le Front national comme un rassemblement politique qui ne divise pas les partis en gouvernementaux et oppositionnels — dans le sens qu'une opposition se formerait contre la ligne politique de l'Etat autour d'une ligne différente, et qu'une lutte politique serait menée pour le pouvoir dans l'Etat.

La formation de forces politiques tendant à nier cette conception du Front national, à éliminer le Front national du pouvoir politique, fut en somme dépassée en 1945, après les expériences tragiques de nos deux nations pendant l'évolution politique de la République tchécoslovaque d'avant-guerre.

En ce qui concerne le Front national et tout notre système politique, nous allons appliquer la conception marxiste-léniniste en matière de direction, de telle manière que nous obtiendrons les moyens d'un travail politique — dans toutes les couches et directement dans les masses ouvrières et parmi tous les travailleurs — un soutien tel qu'il assurera une position de direction par des moyens politiques démocratiques.

Tout cela contribue et contribuera de plus en plus à forger la notion que la responsabilité du développement de notre société et de notre Etat sera commune, que nous l'assumerons tous dans les faits, communistes ou non-communistes.

Cela ne sera pas facile pour de nombreux communistes qui se sont habitués aux anciennes méthodes. Mais le Parti en tant que tel y parviendra certainement. Nous en sommes fermement convaincus parce que le Parti porte en lui beaucoup de forces créatrices et que craindre ce nouveau processus signifierait précisément sous-estimer considérablement ces forces créatrices.

Notre système politique ne se définit absolument pas par le fait que seules les relations entre partis politiques constituent sa base. Dans le système de la démocratie socialiste, il s'agit de bien autre chose que d'une copie du parlementarisme, caractéristique d'une démocratie formelle. Il s'agit d'augmenter l'indépendance réelle des organisations sociales et professionnelles, de déterminer le lieu, aussi bien dans les corps de représentants qu'à l'Assemblée nationale, où les décisions politiques de l'Etat sont effectivement formées. Dans la future évolution de notre système politique, il sera souhaitable de réfléchir notamment à la question de mettre mieux en valeur, en tenant compte des principes de la démocratie socialiste, toute la gamme des intérêts des travailleurs, dans les divers domaines — dans l'économie, l'industrie et l'agriculture, dans les services sociaux, l'enseignement, la science et la culture. La démocratie socialiste doit se distinguer de la démocratie formelle, notamment par le fait que les travailleurs auront un poids déterminant dans la direction de la société.

Il est bien naturel que nous ne soyons pas encore à même aujourd'hui de définir le futur modèle

de la démocratie socialiste. Les forces et les formes démocratiques sont au début et non à la fin de leur développement. Nous devons suivre leur mouvement, les renforcer et faire continuellement le point. Les premiers pas que nous entreprenons aujourd'hui suffisent seulement à assumer les tâches les plus urgentes dans une situation donnée. Par eux-mêmes, ils seraient inopérants et unilatéraux à long terme. En corrélation avec les préparatifs du XIV^e Congrès, nous devrions étudier les propositions visant à développer tout le système politique pour tirer parti de toutes les règles et expériences internationales et afin d'aboutir à une liaison plus riche de la démocratie avec le socialisme dans les conditions spécifiques de la Tchécoslovaquie.

Libérer la route pour le plein épanouissement de l'homme

La consolidation et le développement de l'économie nationale constituera une autre tâche importante dans la prochaine période. Dans les discussions en cours, on entend souvent exprimer l'exigence que l'état actuel de notre économie soit évalué de façon critique et absolument franche, qu'il soit dit nettement et avec esprit de responsabilité où nous en sommes, par quelles voies et méthodes nous entendons consolider notre économie. Je pense que le nouveau gouvernement devrait faire figurer dans sa déclaration de programme une évaluation de l'état actuel de notre économie. Cette évaluation devrait précéder l'exposé sur la manière et les méthodes avec lesquelles nous voulons et devons assurer un développement équilibré, souple et effectif de l'économie.

Nous sommes décidés à instaurer un nouveau système de direction. Nous devons cesser de nous contenter de discourir sur la façon de perfectionner le système de direction et affirmer clairement que nous aspirons à une profonde réforme économique dont le but est de créer un mode de fonctionnement de l'économie socialiste. Nous savons qu'il faudra étudier en premier lieu un mode qui s'appuiera sur une synthèse du plan et du marché. Dans cette synthèse, les critères de l'activité économique seront non seulement les indices formels du plan directeur, mais aussi les instruments économiques assurant les objectifs de l'ensemble de la société, les mesures objectives du marché et des priorités socio-politiques, qui découlent des connexités économiques réelles et qui sont absolument obligatoires pour tout Etat désireux de procurer une prospérité durable à son économie. On devrait aboutir à un système qui tiendra compte pleinement du travail rationnel et de qualité et garantira que les hommes seront récompensés, non seulement en fonction des forces physiques et intellectuelles dépensées, mais surtout selon les résultats effectifs par lesquels ils ont contribué à satisfaire tous les besoins de la société. Ce système qui libérera l'initiative créatrice des travailleurs, permettra l'apparition d'hommes capables et créera un large champ pour la sélection aux postes de direction.

Aujourd'hui, la condition principale pour la mise en pratique, conséquente et rapide, de la nouvelle méthode de direction est l'aménagement institu-

tionnel des relations dans le domaine économique, et la création d'une structure d'organisation nouvelle dans toute la sphère des entreprises, ici je voudrais mettre l'accent — et cela est la réponse à de nombreuses questions et observations de conférences de district — sur notre volonté de faire prévaloir des mesures pour la démocratisation de la direction économique. En ce qui concerne les entreprises, nous comptons qu'elles acquerront une autonomie telle qu'elles puissent pleinement développer leur activité. A l'intérieur des établissements fonctionneront des organes de direction démocratiques, devant lesquels seront responsables les directeurs et autres cadres économiques. En outre, l'organisation syndicale jouera son rôle en faisant valoir les intérêts des salariés et en participant au contrôle de la gestion.

Des changements profonds dans le système de gestion compléteront les modifications dans la structure de la production, qui ne répond pas actuellement aux conditions tchécoslovaques et, de plus, s'est écartée des tendances objectives de l'évolution des forces productrices qui prévalent dans tous les pays industriellement avancés. Ce sera une régénération difficile qui affectera de nombreux intérêts particuliers. Nous n'avons cependant pas le choix. Nous devons cependant prendre soin que n'en fassent pas les frais ceux qui ne sont pas à l'origine des insuffisances actuelles dans le domaine de la production.

Le gouvernement devra se présenter devant l'Assemblée nationale avec un ensemble de mesures immédiates, qui assurera avec conséquence l'accomplissement de cette lourde tâche. Il s'agit de changements dans la structure des investissements, c'est-à-dire de l'orientation des moyens avant tout à l'agriculture et à l'industrie de consommation et alimentaire, ainsi qu'au secteur de non transformation, notamment à la construction d'appartements et à la sphère des services. En tenant compte que nos ressources sont limitées, toute mesure qui augmentera l'effet de leur utilisation peut contribuer à la diminution du déséquilibre économique et à l'accroissement plus rapide du revenu national. Nous estimons que la condition essentielle d'une efficacité plus grande est l'activité renaissante des hommes et la mise en pratique de ce qui fut toujours la caractéristique des ouvriers et techniciens tchécoslovaques, ce que l'ancien système de gestion avait mis en veilleuse : la responsabilité personnelle dans le travail, l'application de l'adresse, des capacités, de l'habileté, des initiatives découlant du sentiment renouvelé que le travail, effectué par les hommes, est leur apport créateur personnel à la réussite de tout l'effort social. A cela contribuera non seulement l'application des principes du nouveau système, mais également le processus de renouveau qui se déroule dans notre vie publique et politique.

Ces mesures sont en relation étroite avec le programme du niveau de vie. Le bien-être ne peut être créé que sur la base d'une économie moderne, hautement efficace qui est à même de faire prévaloir ses qualités dans la dure concurrence mondiale. Tous les autres chemins vers le bien-être sont provisoires, passagers et risqués.

Aujourd'hui nous avons la possibilité de résoudre seulement les problèmes sociaux les plus urgents, ainsi que nous l'avons indiqué dans le document approuvé lors du plenum de décembre. Je voudrais cependant souligner ici que, même dans le secteur de la direction centrale et des dépenses publiques,

nous devons chercher la possibilité d'économies que nous utiliserons à l'amélioration des conditions sociales de la population. Toutefois, l'élément déterminant pour une amélioration radicale sera la façon dont nous réussirons à conduire l'économie à l'avenir. Les changements dans le travail de gestion devraient contribuer non seulement à rationaliser mais aussi à diminuer le coût de l'appareil étatique et économique et, en même temps, à éliminer des faits anormaux et des anomalies bureaucratiques.

En dehors de ces mesures que nous allons réaliser dans les mois les plus proches, nous devons intensifier le travail pour une conception de longue durée de l'évolution de l'économie nationale tchécoslovaque, qui comprendra non seulement des changements dans la structure de la production et un ajustement plus réfléchi de sa place dans la division mondiale du travail, mais aussi une nouvelle conception de l'échelle des besoins de notre population.

Les besoins matériels et sociaux des hommes se trouvent aujourd'hui au premier plan. Mais nous voulons et voudrions davantage. Le socialisme et particulièrement le socialisme édifié sur de larges bases démocratiques, doit créer un nouvel humanisme de l'époque moderne que d'autres systèmes ne peuvent donner à l'humanité malgré leur maturité technique. Ce socialisme devra créer des conditions pour le développement de l'homme, mieux qu'aucune autre société n'y a réussi jusqu'à présent. Si donc nous tendons à la normalisation de l'économie, nous ne concevons pas cette tâche comme un but en soi, mais comme un moyen pour le plein épanouissement de l'homme, de la personne humaine. Elle doit aboutir à ce que tout individu puisse mettre en valeur ses qualités dans toutes les sphères du travail et de la vie. La science et l'art auront un grand rôle à jouer. Pour cette raison, nous aspirons non seulement à un grand développement des branches de la science qui sont liées à l'accroissement des forces de production et à la révolution technico-scientifique, mais aussi à l'essor des sciences humaines et de tous les domaines de l'art qui aideront les hommes à trouver un nouveau style de vie, correspondant à l'époque de la révolution technico-scientifique et aux principes socialistes de notre société.

En affrontant les difficultés résultant du déséquilibre économique actuel, nous devons prendre en considération ce avec quoi nous ne pouvions pas compter jusqu'au plenum de janvier du Comité central, ce que ne pouvaient escompter les économistes, mais ce que les hommes politiques doivent bien voir aujourd'hui — l'activité qui met en mouvement l'esprit créateur et l'énergie humaine. La solution des problèmes de la productivité et l'aplanissement des difficultés économiques ne doivent en aucun cas intervenir au détriment du niveau de vie du peuple. Les ressources et les réserves pour résoudre cette tâche d'une importance vitale doivent être trouvées dans la production. Voici pourquoi le facteur moral qui a surgi avec une nouvelle force après le plenum du Comité central, en janvier, doit être pris pleinement en considération pour résoudre les tâches actuelles. Il faut insuffler aux hommes la foi en eux-mêmes, la foi dans l'esprit, l'adresse, l'intelligence. Cette foi en notre peuple au travail est aujourd'hui un facteur moral, mais elle sera demain certainement une force matérielle avec laquelle nous pourrions entièrement compter, en nous engageant dans une évolution ultérieure de notre économie nationale, vers une nouvelle augmentation du niveau de vie.

Le caractère socialiste de notre nouveau chemin est intangible

La période, entamée par la réunion en janvier du Comité central du Parti communiste, est jusqu'à ce jour caractérisée par une activité politique extérieure intense de notre Parti, bien qu'apparemment l'orageuse évolution politique intérieure ait repoussé la politique internationale au deuxième rang. Il a été cependant confirmé une nouvelle fois que nous réalisons et réaliserons toutes les tâches nationales, complexes et exigeantes, dans une situation internationale concrète et précise.

Dans ce laps de temps relativement court ont été réalisées plusieurs rencontres multilatérales qui sont importantes pour le renforcement de la coopération entre pays socialistes et pour l'effort d'unification du mouvement communiste international. Chronologiquement, figure tout d'abord le rendez-vous consultatif à Budapest des Partis communistes et ouvriers. Je n'ai pas l'intention de commenter plus amplement ses résultats, nous voulons cependant relever deux de ses aspects dans ce contexte. Il est important que les délégations ayant participé au rendez-vous de Budapest soient parvenues, dans des conditions complexes, à une unité de vues sur de nombreux points, afin de convoquer et préparer des consultations mondiales des Partis communistes.

C'est une réussite encourageante. Deuxièmement : le rendez-vous de Budapest fut un pas en avant dans la recherche de nouvelles formes d'unité, préservant l'indépendance des partis frères et leur action internationale.

La délégation du Parti communiste tchécoslovaque a incontestablement contribué aux débats de manière positive. Elle a essayé de faire valoir une vue sobre, réelle des problèmes litigieux dans le monde actuel et des questions complexes de la coopération entre les Partis communistes. Notre délégation a appuyé expressément les exigences tendant à élargir les liens avec toutes les forces anti-impérialistes ; elle a pris nettement position contre les appréciations antérieures, erronées, à propos de l'Union des communistes de Yougoslavie et sa voix se fit entendre pour participer à un effort raisonnable afin de développer les relations avec les partis frères qui défendent des opinions divergentes sur de nombreuses questions.

Importantes furent également la récente session du Comité consultatif politique du traité de Varsovie à Sofia et la rencontre des représentants dirigeants de plusieurs Etats socialistes à Dresde. La première signifiait beaucoup pour la coopération politique ; la deuxième, je le crois, donnera l'impulsion à une discussion franche et plus solide sur les problèmes des relations économiques, le développement de l'action commune économique, tant dans le cadre du Conseil de l'aide économique mutuelle, que sur une base bilatérale.

Il est naturel que nous ayons profité de toutes ces rencontres pour donner des informations sur l'évolution de notre pays, pour expliquer correctement le sens positif du processus de démocratisation. Ainsi que vous le savez, j'ai rencontré moi-même le camarade Brejnev, le camarade Kadar et le camarade Gomulka. De telles réunions avec les représentants d'autres partis frères seront également tenues à l'avenir. Les camarades Koucky et Kriegel ont eu, dans cet esprit, des entretiens avec les délégations de nombreux partis frères, à Budapest et à d'autres occasions. Un large échange de vues eut également lieu pendant la visite des

délégations de partis et d'Etats frères, lors de la célébration du vingtième anniversaire de février. Notre dernière discussion se place à la récente rencontre de Dresde. Il faut dire que la position actuelle du Comité central du Parti communiste tchécoslovaque, concernant l'évolution de notre République ainsi que les questions de la coopération mutuelle, ont été accueillies avec compréhension par les représentants des pays socialistes et les comités centraux de leur parti, lors de cette consultation. Il faut comprendre la discussion et l'échange de vues dans ce sens qu'à l'avenir restera en vigueur le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres partis.

Je suis certain que j'exprime l'opinion unanime de tout le Comité central en soulignant, à nouveau : de même qu'est intangible le caractère socialiste de notre chemin ultérieur, de même sont intangibles les choix fondamentaux de notre orientation politique extérieure : ferme alliance et coopération intégrale avec l'Union soviétique et les Etats socialistes, fondée sur le principe de l'égalité des droits, de l'avantage mutuel, de la non-ingérence et de la solidarité internationale. Cette orientation fondamentale de notre politique correspond aux besoins les plus importants de la sécurité de nos nations et au développement de notre économie. Personne n'aboutirait chez nous, s'il essayait de mettre en cause, de quelque manière que ce soit, l'inébranlable amitié tchécoslovaque-soviétique. Celle-ci n'est pas seulement la conséquence de l'expérience historique du peuple de notre pays, mais surtout la résultante de l'évaluation réaliste de la position actuelle de la République dans le monde environnant. Si aujourd'hui, dans le temps présent, aucune menace extérieure aiguë n'est suspendue au-dessus de notre pays, ce qui donne parfois lieu à des conclusions insuffisamment réfléchies sur l'existence ou la non-existence d'un danger, il faut se rendre compte qu'il en est ainsi précisément à cause de notre alliance avec l'Union soviétique en raison du rempart que nous possédons de la protection qu'elle nous accorde.

Du point de vue non seulement politique, mais aussi moral est exclue l'idée que dans le monde contemporain, divisé, antagoniste, nous pourrions rester quelque part en arrière, afficher une neutralité et supposer que si un jour les choses allaient mal pour nos nations, nous inviterions d'autres à verser leur sang pour nous.

L'internationalisme prolétarien, son application pratique tant dans les relations avec les autres Etats socialistes qu'avec tout le mouvement communiste international, le respect de nos intérêts essentiels communs, notre aide à tout ce qui représente le progrès social dans le monde, forment, aujourd'hui comme pour l'avenir, la base de la politique étrangère de notre pays socialiste. Cette attitude s'accompagne de notre résolution d'intensifier largement l'activité politique extérieure de notre Etat. Il doit en résulter une conception étudiée et l'affirmation de nos positions et de nos initiatives sur les importants problèmes internationaux, un apport actif à l'action politique internationale des Etats socialistes, scientifiquement élaborée. Il s'agira notamment d'affirmer une politique plus efficace en Europe, et particulièrement en Europe centrale, pour contribuer à l'affermissement des relations entre pays possédant des systèmes sociaux différents.

Nous avons intérêt tout d'abord à œuvrer pour la solution de la question allemande qui est d'une importance capitale pour la sécurité européenne

et pour laquelle jouent un rôle important l'existence et la politique de la République Démocratique Allemande. Des efforts positifs pour créer une atmosphère pacifique et de bonnes relations entre les peuples en Europe, et dans le monde en général, telle sera l'orientation principale de notre politique internationale.

Mais en même temps l'activité de l'impérialisme mondial et notamment le développement des forces revanchardes en République fédérale allemande, nous obligent à consolider et à maintenir à un niveau élevé nos forces armées, notre armée tchécoslovaque populaire. L'agression américaine contre le peuple du Vietnam est un signe de mise en garde trop évident pour que nous puissions le sous-estimer. Pour cette raison également — et certainement en accord avec l'appréciation des membres du Comité central du Parti — nous sommes favorables à l'adoption des mesures indispensables pour approfondir le mécanisme du traité de Varsovie, afin qu'il réponde aux conditions actuelles. En fait, il s'agit d'améliorer l'action du commandement commun, ce qui fut discuté récemment aux consultations de Sofia et de Dresde. Ainsi que l'a démontré la conférence de Dresde, notamment par l'intervention du camarade Kossyguine dans le domaine économique, nous possédons à cet égard encore beaucoup de réserves non utilisées. La Commission de planification d'Etat a donc été chargée de préparer un projet proposant l'approfondissement de la coopération avec l'Union soviétique, de laquelle nous parvenons des matières premières, mais aussi avec les autres Etats socialistes, notamment avec nos voisins : Pologne, Hongrie et République Démocratique Allemande.

Le programme d'action ne pouvait qu'esquisser très brièvement certaines tâches politiques extérieures. Il relèvera dans ce domaine de l'effort créateur du ministère des Affaires étrangères en particulier et, bien entendu, de celui du gouvernement entier, de l'Assemblée nationale, du Comité central et de son présidium. Ainsi ces principes pourront être concrétisés au plus tôt et au mieux, afin que la politique étrangère tchécoslovaque garantisse toutes les conditions extérieures indispensables à la fructueuse évolution du socialisme dans notre patrie.

Le programme d'action est la base des efforts du Parti pour le renouveau

Chères camarades, chers camarades,

La signification du programme d'action qui vous est soumis est double : d'abord créer l'unité d'action pour réaliser les principales tâches de notre évolution, donner suffisamment d'impulsion au développement de l'initiative socialiste des hommes, montrer le chemin pour éliminer les obstacles qui jusqu'ici barraient la route aux changements nécessités par l'époque et qui proviennent surtout d'un centralisme excessif, de méthodes de gestion administratives dont la racine se situe dans le domaine de la direction politique.

La deuxième, et la plus profonde signification du programme, réside en ceci qu'elle ouvre le champ aux modifications des principes de structure dans notre société et à la création d'une nouvelle dynamique socialiste qui correspondrait aussi bien aux nouvelles conditions sociales, économiques et cultu-

relles qu'aux conditions spécifiques nationales. La réalisation de ce programme peut et doit ouvrir le chemin vers la solution d'autres questions, plus compliquées et importantes, d'organisation et de développement organique de notre société socialiste dans des directions qui n'ont pu qu'être indiquées jusqu'alors. Un développement socialiste plus dynamique ne peut intervenir qu'en mettant en mouvement de nouvelles forces de la vie socialiste, qu'en entreprenant des expériences audacieuses, mais mûrement réfléchies en nous appuyant sur la pensée marxiste créatrice. La nouvelle ligne générale du Parti doit être approfondie et perfectionnée au cours de ce processus.

Pour cette raison, justement, le programme est conçu comme une vue politique de principe sur l'étape actuelle et ses besoins. On ne peut le concevoir comme une énumération impérative de tâches concrètes, mais comme une plate-forme politique qui doit se développer de manière créatrice. C'est un document ouvert qui prendra forme au cours des réalisations. Le programme ne veut pas et ne peut pas fixer par avance les moyens d'action des différentes organisations et institutions, mais il ouvre un champ suffisamment large pour qu'elles-mêmes décident et concrétisent hardiment ces tâches, dans l'esprit des directives fondamentales. Tout autre conception s'opposerait à l'esprit du programme. Pour que les hommes considèrent les buts du programme comme les leurs il leur faut participer à leur formation.

Je voudrais ajouter quelques mots sur l'élaboration du programme d'action, tout d'abord sur son rôle dans l'ensemble du processus de démocratisation que nous vivons. Nous devons être conscients de la nature de ce processus, de sa cadence, de son accélération. Ce qui voici quinze jours semblait être en avant de l'opinion générale, devient aujourd'hui universel et pourra même être dépassé demain. En ce qui concerne le programme d'action également, nous pouvons rencontrer l'opinion suivant laquelle les gens connaissent déjà son contenu. Oui, ses différents thèmes ont été répandus dans le public, quelques-uns ont fait l'objet de discussion. Cependant la prise de connaissance, l'acceptation ou le refus de ces idées est une chose qui peut passer dans les faits en peu de temps. Pourtant l'essentiel — réalisation, étude et concrétisation — en est une autre. C'est une activité plus fatigante, souvent aussi moins spectaculaire ; quotidienne, laborieuse, elle exige de la persévérance, mais elle est indispensable si le programme doit avoir une signification. Le courant de démocratisation, le mécanisme social qui a commencé à se manifester ne pourra,

sans aucun doute, continuer à avancer que si le Parti fait ressortir les exigences de son programme, suivant son point de vue actuel, avec une audace suffisante. S'il conçoit ce programme comme une base, un point de départ, nous serons alors à la tête du processus créateur et affirmerons son caractère socialiste. Nous devons tendre à couvrir les divers intérêts sociaux qui s'expriment dans la société. Il est cependant souhaitable de soutenir d'abord les exigences progressistes, même si elles nous apparaissent momentanément trop radicales, afin que nous tenions compte du processus et pour que le Parti soit à sa tête. Il faut éviter qu'il existe une grande différence entre les intérêts potentiels des hommes et le programme du Parti.

Nous recommandons, en ce qui concerne la manière de procéder, que le programme soit soumis au Front National, dès son approbation par le Comité central et après avoir été étudié et complété — déjà comme programme du Front national — présenté au jugement du Parlement.

Cela sera en accord avec les principes démocratiques et avec les exigences du rôle dirigeant du Parti.

En même temps, il conviendra de faire connaître et soumettre le programme aux assemblées de travailleurs à différents endroits, surtout dans les entreprises. Aussitôt après le plenum du Comité central, il sera également utile d'organiser des réunions et des assemblées dans les grandes villes ainsi que sur les lieux de travail de quelque importance. Cette manière d'agir devrait constituer la principale source d'informations, dans l'immédiat, après la session du Comité central.

Nous disposons maintenant d'une occasion remarquable et exceptionnelle de nous présenter devant notre peuple et de lui prouver à quel point, conscient du but et avec énergie, notre Parti entend frayer le chemin du progrès et du socialisme.

Pour conclure, je voudrais seulement souligner que le programme d'action doit devenir une importante plate-forme politique où se rejoindront les efforts du Parti pour le renouveau, invitant à l'effort créateur le Parti entier, tout le peuple dans l'intérêt d'une évolution fructueuse de notre société socialiste.

Sur la base du programme d'action, il faut déjà porter notre attention en avant ; passer à la pratique sur le lieu de travail ; passer des paroles aux actes, agir et organiser le travail de telle sorte que chacun sente qu'il est nécessaire et qu'on compte avec lui.

(RUDE PRAVO, Prague, mardi 2 avril 1968.)

(Traduction : O. Klein, Paris.)

2 **Mai-juin 1968, deux mois de luttes de classes.**

Michel Simon

10 **Rouge ou noir.**

Pierre Juquin

15 **La sémiologie, science critique ou critique de la science.**

Julia Kristeva

21 **Art abstrait et objectivité.**

Jean Dewasne

29 **Sur l'histoire de la Résistance (dossier). La Résistance juive en France, Souvenirs de l'année 40, Les étudiants communistes le 11 novembre 1940.**

François Hincker, Victor Joannès, Francis Cohen

38 **Le prolétariat chinois et la Révolution culturelle.**

Alain Roux

45 **Encore Maïakovski.**

Claude Frioux

50 **« Beau comme un homme » d'André Stil.**

Claude Prévost

57 **Notes de lecture.**

Jacques Poulet, Guy Scarpetta

61 **La « N. C. » signale.**





Grévistes des P.T.T., dans le 13^e, à Paris. Photo William Klein, Snark.

Mai-juin 68 Deux mois de lutttes de classes en France

Michel Simon